

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 23/019/2008 – ÉFAI

20 juin 2008

AU 180/08 Craintes pour la sécurité / Menaces de mort

COLOMBIE	César Plazas (h)]	
	David Florez (h)]	
	Nohora Villamizar (f)]	
	Fernando Porras (h)]	syndicalistes
	Javier Correa (h)]	
	Martha Cecilia Díaz (f)]	
	César Tamayo (h)]	
	Belcy Rincón (f)]	
	William Rivera (h)]	
	Gustavo Mendoza (h)]	militants des droits sociaux et défenseurs
	Carolina Rubio (f)]	des droits humains

Un groupe paramilitaire a menacé de tuer les syndicalistes et militants des droits sociaux nommés ci-dessus, qui vivent ou travaillent à Bucaramanga, dans le département de Santander. Amnesty International craint que leurs vies ne soient en danger.

Le 19 juin, des inconnus ont déposé une lettre de menaces de mort dans le grand ensemble où vit la syndicaliste Belcy Rincón, à Floridablanca, une municipalité du département de Santander. Son adresse et ses numéros de téléphone portable et fixe étaient inscrits sur l'enveloppe. La lettre accusait *Sintraclínicas*, le syndicat de Belcy Rincón, qui représente les professionnels de la santé, d'être un « *repaire de guérilleros* », et annonçait que ses membres seraient bientôt « *exterminés comme des cafards* ». Elle était signée par le groupe paramilitaire des Aigles noirs.

Le 11 juin, un motocycliste s'est arrêté devant la maison de César Tamayo, le président de l'Association agraire de Santander, un syndicat d'agriculteurs. Lorsque son fils de onze ans lui a ouvert, l'homme, masqué par son casque de moto, lui a tendu une enveloppe contenant l'annonce de la mort de César Tamayo et des autres personnes nommées plus haut, à l'exception de Belcy Rincón. Une croix figurait à côté de chaque nom.

Le message les déclarait objectifs militaires et les accusait d'être des guérilleros et de promouvoir des défilés antipatriotiques contre « *les bonnes gens qui produisent de la richesse dans la ville et à la campagne* ». Il ajoutait : « *Oui à une Colombie sans guérilleros ! Non aux ONG qui défendent les narcoterroristes ! Reposez en paix !* » Ces menaces étaient également signées par les Aigles noirs.

Depuis trois mois, des syndicats et des organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits humains de Bucaramanga organisent et participent à des manifestations en faveur des droits des travailleurs. Ils condamnent publiquement les activités des Aigles noirs dans le département de Santander, ce qui leur a valu de recevoir des menaces de mort de la part des paramilitaires. Pour de plus amples informations sur les menaces de mort paramilitaires visant les syndicalistes et militants des droits sociaux de Bucaramanga, voir l'AU 115/08, AMR 23/014/2008 du 30 avril 2008.

César Plazas, David Florez, Nohora Villamizar et Fernando Porras appartiennent à la Centrale unitaire des travailleurs de Santander. Javier Correa est affilié au Syndicat national des travailleurs de l'industrie agroalimentaire (SINALTRAINAL). Martha Cecilia Díaz est présidente de l'Association des travailleurs départementaux (ASTDEMP) de Santander. Belcy Rincón est membre de *Sintraclínicas*, syndicat représentant les

professionnels de la santé, et William Rivera, Gustavo Mendoza ainsi que Carolina Rubio font partie du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques, une ONG de défense des droits humains.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au cours des quarante années du conflit armé colombien, les organisations de défense des droits humains, les syndicats et d'autres organisations à vocation sociale ont souvent été accusés de collaborer ou de sympathiser avec la guérilla par les forces de sécurité et les paramilitaires. C'est pourquoi leurs membres sont fréquemment menacés, victimes de disparitions forcées ou assassinés. Des défenseurs des droits humains ont également été menacés, voire tués, par des groupes de guérilleros qui les accusaient de collaborer avec « *l'ennemi* ».

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à prendre toutes les mesures voulues afin de protéger César Plazas, David Florez, Nohora Villamizar, Fernando Porras, William Rivera, Gustavo Mendoza, Carolina Rubio, Javier Correa, Martha Cecilia Díaz, César Tamayo et Belcy Rincón, syndicalistes et militants des droits sociaux du département de Santander, conformément aux souhaits de ces personnes ;
- priez-les d'ordonner l'ouverture d'une enquête impartiale et exhaustive sur les menaces de mort reçues les 16 et 19 juin, d'en rendre les conclusions publiques et de traduire en justice les responsables présumés ;
- demandez-leur de prendre des mesures énergiques pour combattre et démanteler les groupes paramilitaires, ainsi que d'enquêter sur ces groupes et de rompre leurs liens avec les forces de sécurité, conformément aux nombreuses recommandations des Nations unies ;
- appelez les autorités à élaborer, en collaboration avec des défenseurs des droits humains, des politiques et des plans visant à garantir la sécurité de ces derniers, conformément aux principes de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, et à rendre ces plans publics.

APPELS À :

Président :

Señor Presidente Álvaro Uribe Vélez

Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-2, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 337 5890

Formule d'appel : Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président de la République,

Gouverneur du département de Santander :

Sr. Horacio Serpa Uribe, Gobernador del Departamento de Santander

Gobernación de Santander, Calle 37, No. 10-30, Bucaramanga, Santander, Colombie

Fax : +57 7 633 98 89

Formule d'appel : Sr. Gobernador Serpa, / Monsieur le Gouverneur,

Procureur général :

Dr. Mario Germán Iguarán Arana

Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación

Diagonal 22B (Av. Luis Carlos Galán No. 52-01) Bloque C, Piso 4, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 (un message préenregistré en espagnol vous indique alors de composer le numéro de poste 2017)

Formule d'appel : Estimado Sr. Fiscal, / Monsieur le Procureur général,

COPIES À :

Organisation non gouvernementale de défense des droits humains :

Fundación Comité de Solidaridad con los Presos Políticos

Calle 26 No. 4 A-45 piso 12 torre KLM, Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 1^{er} AOÛT 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.